

DIAL 2786

AMÉRIQUE LATINE - Une victoire de la Campagne continentale contre l'Accord de libre-échange des Amériques

Jairo Rolong

mercredi 16 février 2005, mis en ligne par [Dial](#)

Restée presque inaperçue, la date butoir pour l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange des Amériques, ALCA [1], fixée à janvier 2005, est passée sans que cet accord ait été conclu. Ci-dessous, le compte rendu de la réunion tenue en janvier 2005 dans le cadre du Forum social mondial de Porto Alegre par le groupe de mouvements sociaux d'Amérique latine qui ont fait partie de la Campagne continentale contre l'ALCA. Tout en considérant ce non-événement comme leur victoire, les organisations sociales latino-américaines restent très vigilantes sur les traités bilatéraux de libre-échange par lesquels les Etats-Unis s'efforcent d'obtenir la mise en œuvre de leur politique néolibérale [2]. Texte de Jairo Rolong, publié par [ALAI](#) le 26 janvier 2005.

Le fait que l'Accord de libre-échange des Amériques (ALCA) ne soit pas entré en vigueur en janvier 2005 est un motif de joie et un événement pour les mouvements sociaux du continent, qui, avec leur lutte, sont parvenus à freiner la signature de ce traité. Les mouvements sociaux d'Amérique latine qui ont pris part à la Campagne continentale contre l'ALCA ont considéré comme une victoire le fait d'avoir réussi à bloquer le processus de négociations.

C'est ainsi que s'est exprimée Fátima Mello, du Réseau brésilien pour l'intégration des peuples, dans son rapport présenté à la réunion sur la stratégie de la Campagne qui a eu lieu dans la matinée du mercredi 26 janvier dans le cadre du Forum social mondial (FSM) qui s'est tenu à Porto-Alegre, au Brésil. Bien qu'il y ait une nouvelle stratégie de la part du gouvernement des Etats-Unis et des entreprises transnationales pour faire avancer leurs intérêts, comme les accords bilatéraux, le plan défini depuis 1994 par Bush père et maintenant par Bush fils, a rencontré des obstacles face à la résistance opposée par les organisations sociales du continent, a noté Fatima Mello.

De son côté, Juan Tiney, de la Coordination nationale des indigènes et des paysans (CONIC) du Guatemala, et membre de la Coordination latino-américaine des organisations paysannes (CLOC), a dit qu'avec les accords signés avec l'Amérique centrale dans le cadre du CAFTA, la lutte se centre maintenant au plan législatif dans chaque pays et que seule une mobilisation pèsera sur les décisions que prendront les parlementaires.

Il en est de même dans les pays andins où la mobilisation contre les entreprises transnationales continue. Au Pérou et en Equateur, des campagnes de récolte de signatures se déroulent dans le but d'obliger les gouvernements respectifs à procéder à une consultation populaire, pour que le peuple décide souverainement sur le Traité de libre-échange qui est en train de se négocier avec les Etats-Unis.

En Bolivie, la pression des organisations sociales a empêché le gouvernement d'avancer dans le processus

de négociation du traité de libre-échange. En même temps, la lutte continue contre l'entreprise transnationale Suez, qui a initié des procès contre l'Etat parce qu'on lui a retiré l'exploitation de l'eau potable.

Par ailleurs, les organisations sociales des pays du Nord des Amériques (le Mexique, le Canada, les Etats-Unis) font un travail pour influencer les parlementaires et la société civile afin d'empêcher l'exportation d'un modèle qui a apporté davantage de faim et misère pour les peuples, comme c'est le cas après dix ans de l'ALENA (Accord de libre-échange d'Amérique du Nord, conclu entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique).

Les délégués des organisations sociales du Venezuela ont attiré l'attention sur d'autres instances qui prennent davantage de pouvoir que les gouvernements eux-mêmes, comme c'est le cas de l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration) et de l'Organisation du traité de coopération de l'Amazonie (OTCA), dont les sièges se trouvent à Montevideo et à Brasilia respectivement. Ils ont signalé, par exemple, qu'en septembre 2004 à Manaos, a été signé un plan stratégique qui va jusqu'en 2012, dans lequel est prévu l'échange de la biodiversité par le biais du bio-commerce. Seul le gouvernement du Venezuela n'a pas signé cet accord, tant que les peuples indigènes ne se prononcent à ce sujet.

Dans cet espace de rencontre [3] participaient aussi des représentants d'organisations sociales de Hong-Kong, ville où aura lieu la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2005, et autour de laquelle sont organisés des événements alternatifs de la part des peuples du monde qui s'opposent au néolibéralisme et au capitalisme.

Egalement, au mois de novembre se tiendra en Argentine le Sommet des peuples des Amériques, comme un rendez-vous majeur de la plus haute représentativité sociale, en parallèle au Sommet de présidents. De même, dans l'agenda social de lutte pour l'année 2005, il y aura une semaine d'action globale contre le libre-échange ainsi que la IVème Rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA et le TLC, en avril à La Havane, Cuba.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2786.**

- Traduction Dial.
- Source (espagnol) : [ALAI](#), 26 janvier 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Cf. DIAL D 2686.

[2] Cf DIAL D2762.

[3] Au Forum social mondial.